



Transformer l'éducation : la profession est prête, aux gouvernements d'agir

David Edwards, secrétaire général de l'Internationale de l'Éducation

Malgré les crises mondiales que nous traversons, le pouvoir et l'optimisme inhérents à l'éducation seront toujours porteurs d'espoir pour notre avenir. Afin de sortir de cette pandémie et des inégalités croissantes qu'elle a soulignées, nous devons transformer l'éducation à travers un financement entièrement public des systèmes d'éducation. Ainsi qu'un engagement total vis-à-vis de la profession enseignante et de l'ensemble des personnels de l'éducation, par des investissements, des mesures de soutien et davantage de respect.

Le 19 septembre, les chefs d'État du monde entier se réuniront pour discuter d'éducation. Le Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation (TES) qui se tiendra à New York vise à mobiliser l'action politique dont nous avons besoin pour parvenir à un enseignement public de qualité, inclusif et équitable pour toutes et tous.

Ce Sommet sur l'éducation tombe à point nommé. La pandémie de COVID-19 a eu un impact énorme sur le secteur de l'éducation. Au plus fort de la pandémie, 1,6 milliard d'élèves n'étaient pas en classe. Des millions de personnes ne sont toujours pas scolarisées ou souffrent des



conséquences de cette crise. Alors que la crise économique, l'urgence climatique et les guerres intensifient les effets de la pandémie, les personnels éducatifs sont devenus la clé de voûte de pratiquement tous les systèmes scolaires du monde, une ressource fondamentale pour des dizaines de millions d'élèves. Cependant, cette profession essentielle est menacée.

Bien que le public apprécie de plus en plus le travail enseignant, la plupart des gouvernements n'ont pas fait les investissements nécessaires, ni fourni le soutien dont les personnels de l'éducation ont désespérément besoin.

Dans trop d'endroits, les nombreux applaudissements ont été remplacés par des coupes budgétaires dévastatrices dans l'éducation et des attentes impossibles qui conduisent nos collègues à l'épuisement.

Une étude récente de l'Internationale de l'Éducation met en évidence une profession enseignante surmenée, sous-payée et dévalorisée. Des personnels expérimentés quittent en masse une profession qui les passionne, de moins en moins de personnes aspirent à les remplacer et la pénurie mondiale de personnel enseignant atteint des proportions phénoménales. Le dévouement quotidien des personnels de l'éducation ne peut pas pallier le manque de moyens financiers des établissements d'enseignement, les politiques imposées d'en haut ou encore le manque de confiance et de respect ressenti par nombre d'entre nous .

Par conséquent, alors que les responsables politiques se réunissent à New York au plus haut niveau, les responsables syndicaux du monde entier les appellent à s'engager à :

1. Accroître les investissements en faveur de systèmes d'enseignement public de qualité.
2. Garantir les droits des personnels enseignants et des personnels de soutien à l'éducation sur le lieu de travail et de bonnes conditions pour exercer leur métier.
3. Investir pour garantir au personnel enseignant l'accès à une formation et des opportunités de développement professionnel de qualité.
4. Faire confiance à la profession enseignante et respecter l'expertise pédagogique de celles et ceux qui accompagnent les élèves dans leur apprentissage au quotidien.
5. Associer les syndicats de l'éducation aux politiques éducatives par le biais du dialogue social.

La responsabilité des gouvernements en tant que garants d'un enseignement public gratuit de qualité pour toutes et tous n'a jamais

été aussi évidente. Le rôle crucial joué par les enseignantes et les enseignants, ainsi que les personnels de soutien à l'éducation, n'a jamais été aussi clair. Par conséquent, le Sommet ne sera un succès que si nos responsables politiques réunis à New York s'engagent à augmenter le financement de l'éducation, afin de donner au corps enseignant les moyens d'offrir un enseignement de qualité à toutes et tous.

Les gouvernements doivent investir davantage dans l'éducation, un service public fondamental pour la reprise après la pandémie. Ils doivent aussi investir davantage dans la profession enseignante, un élément incontournable pour parvenir à une éducation de qualité. Un avenir plus juste, inclusif, démocratique et durable est impossible sans un engagement clair et significatif en faveur de l'éducation.

Tous les pays doivent respecter leurs engagements envers les objectifs internationaux de financement de l'éducation énoncés dans le [Cadre d'action Éducation 2030](#). C'est-à-dire donner la priorité à l'éducation en allouant au moins 6 % du produit intérieur brut et 20 % du budget de l'Etat à l'enseignement public.

L'allègement de la dette est un aspect crucial, afin que les dépenses d'éducation ne soient pas sapées par les obligations de service de la dette. Il est aussi essentiel d'augmenter le budget de l'Etat à travers davantage de progressivité et de justice fiscale.

L'austérité doit être rejetée. Les conditions de prêt et les recommandations des institutions financières internationales portant préjudice aux capacités de financement du secteur public doivent cesser. La privatisation de l'éducation qui menace la qualité et l'équité, la prolifération d'écoles privées avides de profits, la commercialisation de l'enseignement public doivent être contrées. L'éducation doit être durablement financée.

